



#252 Bulletin du 5 septembre 2019

cget

Bulletin de rentrée : retour sur les travaux publiés au cours de l'été. Bonne lecture !



► **Ruralités : une ambition à partager. 200 propositions pour un agenda rural.**

Didier Labaronne ; Patrice Joly ; Pierre Jarlier ; Cécile Galien ; Dominique Dhumeaux.

Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, juillet 2019. 128 p.

Le rapport « Ruralités : une ambition à partager », a été remis, le 26 juillet dernier, à Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales et à Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Ses cinq auteurs, experts missionnés en mars dernier par la ministre, y détaillent 200 mesures d'accompagnement des zones rurales pour améliorer la vie des habitants. Ces propositions viendront nourrir un plan d'actions à travers un « Agenda rural » déployé dans la durée. Une démarche qui fait écho à l'initiative européenne de développer un agenda rural dans l'Union européenne, à l'instar de son agenda urbain.

Collectivités locales

► **Dotation globale de fonctionnement des communes. Un accompagnement des politiques de cohésion des territoires.**

CGET - Olivier Malaret.

En détail synthèse, juillet 2019. 8 p.

S'élevant à 11,83 milliards d'euros en 2019, la dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue une ressource importante pour les communes. Elle représente en effet 14,85% de leurs recettes réelles de fonctionnement (RRF) - montant RRF 2017 -. C'est la deuxième source de financement des recettes de fonctionnement des communes, après le produit des impôts locaux qui représente un peu plus de 56% des RRF.

► **Autonomie des collectivités territoriales : une comparaison européenne.**

France stratégie – François Ecalie ; Sébastien Turban.

Note d'analyse, n° 80, juillet 2019. 12 p.

La France se singularise par une faible décentralisation des dépenses publiques. Seulement 20 % de ces dépenses sont payées par les administrations territoriales, contre 31 % en moyenne dans l'Union européenne. Tous les grands pays voisins décentralisent plus que la France, notamment en matière d'éducation et de santé. Ce constat est à nuancer s'agissant des investissements publics, les administrations territoriales françaises en finançant une part importante. Au total, si la décentralisation des dépenses publiques apparaît faible en France, les ressources des administrations territoriales leur confèrent une autonomie de gestion qui n'est pas inférieure à celle des autres pays européens.

► Réussir la décentralisation. Manuel à l'intention des décideurs.

OCDE, juin 2019. 216 p.

Ce rapport traite des tendances actuelles des politiques de décentralisation des pays de l'OCDE et au-delà, et de la marche à suivre pour réussir la décentralisation. Il livre 10 principes directeurs pour une décentralisation efficace et propice au développement régional. Outre ces principes, il propose des outils pratiques à l'intention des décideurs, dont des ensembles de recommandations détaillées, des outils d'auto-évaluation, des indications sur les écueils à éviter et des exemples de bonnes pratiques, dans les pays à structure unitaire et fédérale.

► La commune dans la nouvelle organisation territoriale.

Assemblée nationale - Rémy Rebeyrotte ; Arnaud Viala.

Rapport d'information n° 2191, 24 juillet 2019. 94 p.

Les rapporteurs se sont interrogés sur les moyens de retisser le lien entre la commune et l'intercommunalité, en vue d'un meilleur exercice des compétences de l'une et de l'autre, et d'un accompagnement de nos concitoyens au plus près du terrain dans un certain nombre de grands domaines de l'action publique.

Contractualisation

► Le contrat : un outil d'avenir pour relever le défi du développement rural.

Sénat - Bernard Delcros.

Rapport d'information n° 673, 17 juillet 2019. 65 p.

Le rapporteur propose de reconduire le dispositif des contrats de ruralité pour une deuxième génération à compter de 2020, et de les maintenir distincts des futurs « contrats de cohésion territoriale » qui seront portés par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT). Il recommande également de nouveaux critères d'attribution des crédits de l'État dédiés aux contrats par territoire, fondés sur leur fragilité, afin de garantir une meilleure efficacité des contrats et la transparence des modalités d'attribution des crédits.

Développement territorial

► Au-delà des grandes villes. Comment les petites collectivités au Canada peuvent attirer et retenir les nouveaux arrivants.

Le Forum des politiques publiques, Voies vers la prospérité. Août 2019. 43 p.

Comment les petites collectivités et les régions rurales du Canada peuvent attirer et retenir les nouveaux arrivants quand la plupart préfèrent s'établir dans quelques grandes régions métropolitaines? Ce rapport examine les expériences de cinq collectivités qui se sont tournées vers l'immigration pour aider à renverser le déclin de la population et stimuler les perspectives

économiques, et propose des solutions à court et à long terme.

Economie sociale et solidaire

► L'économie sociale et solidaire dans les territoires ruraux.

RTES ; Avise ; Observatoire national de l'ESS (CNCRESS). Juin 2019, 56 p.

Cette étude, réalisée par l'Avise et le RTES avec le soutien du Réseau rural national et du Feader, a pour objectif de caractériser la place de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans les territoires ruraux, les défis auxquels elle est confrontée et l'émergence de nouvelles dynamiques territoriales qui lui sont liées. L'étude s'intéresse notamment aux caractéristiques spécifiques de l'emploi ESS en milieu rural, et notamment les secteurs d'activité dans lesquels elle est la plus présente, les caractéristiques et les conditions d'emploi, les profils des salarié.e.s, etc.

► Guide pratique "Politique de la ville & ESS".

RTES avec le soutien du CGET. Juillet 2019. 65 p.

Comment renforcer et diversifier les stratégies mises en oeuvre pour et dans les quartiers politique de la ville en matière d'emploi et de développement économique ? Ce guide pratique apporte des pistes d'actions issues de l'ESS s'appuyant sur l'analyse d'une vingtaine d'initiatives.

Enseignement supérieur

► Quel rôle pour l'enseignement supérieur dans le programme "Action cœur de ville" ?

Avuf ; AdCF ; France urbaine ; Fnau ; Villes de France. Juillet 2019. 80 p.

Les contrats "Action cœur de Ville" qui seront passés entre l'État et les collectivités pour redynamiser les centres-villes couvrent aujourd'hui cinq « axes » : l'habitat, le développement économique et commercial, la mobilité et l'accessibilité, l'espace public et l'équipement. Ce rapport a pour objectif de mesurer l'importance de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les territoires « Action cœur de ville » et de donner à voir comment l'enseignement supérieur et la recherche peuvent être un puissant levier pour redonner de la vitalité à nos villes et à nos territoires.

Gestion urbaine de proximité

► La gestion urbaine de proximité, une démarche de projet pour le quartier.

Manon Dupuy ; Morgane Petit.

IREV Hauts-de-France, juillet 2019. 54 p.

Cette synthèse, réalisée à la suite d'un cycle de qualification sur trois jours, revient sur les échanges qui ont eu lieu entre les participant.e.s, et permet de retracer une culture commune sur la gestion urbaine de proximité. À travers quatre parties qui évoquent les aspects théoriques, méthodologiques et des bonnes pratiques de la GU(S)P dans les territoires des Hauts-de-France, ce document permettra notamment aux professionnel.le.s de mener leur démarche en mode projet.

Inégalités

► Inégalités mondiales et françaises.

Institut Montaigne ; Julien Damon.

Le blog, juillet 2019. 4 articles

Les inégalités restent un enjeu de préoccupation mondiale - et française - constant. Dans un monde irrigué parfois de fausses informations, il convient de dépassionner le débat public sur ce sujet, en

particulier en France où les perceptions sont souvent éloignées de la réalité, dans un pays particulièrement passionné par l'égalité. C'est dans cette perspective que Julien Damon, sociologue et professeur associé à Sciences Po, livre son analyse de l'état de la pauvreté, des classes moyennes et des inégalités en France et dans le monde. Pauvreté dans le monde, où en est-on ?

- [Pauvreté dans le monde, où en est-on ?](#)
- [Un monde de classes moyennes](#)
- [Inégalités : la France fait mieux que la plupart des pays de l'OCDE](#)
- [Sommet du G7 sur les inégalités : dépassionnons le débat !](#)

Logement

► [Une nouvelle grille de lecture des territoires pour le logement, la maille habitat.](#)

CGDD - Solène Colin ; Vivien Roussez.

MTES - Service de la donnée et des études statistiques (SDES), juillet 2019. 32 p.

Le logement entretient un lien organique avec les territoires. Il en est même un révélateur. Tout d'abord en tant qu'élément déterminant de la physionomie des espaces et de leur morphologie. Ensuite, parce que précisément ancré dans un territoire, le logement se situe à la croisée de nombreuses influences. Le service de la donnée et des études statistiques du MTES a conçu un nouvel outil d'analyse : le maillage habitat, qui complète les maillages d'études proposés par l'Insee ainsi que les zonages administratifs et réglementaires. Il permet une lecture plus claire des disparités territoriales propres au logement à l'échelle nationale.

Lutte contre les discriminations

► [Discrimination à l'embauche. Retour sur deux décennies de testings en France.](#)

Loïc du Parquet ; Pascale Petit.

Revue française d'économie, 2019/1. pp. 91 à 132.

Cet article présente et discute les différents aspects de la méthode du testing : sa mise en œuvre, sa portée et ses limites. Un survol des principales études réalisées sur le marché du travail français depuis deux décennies montre l'existence de discriminations à l'embauche en raison du sexe, de l'origine, de la réputation du lieu de résidence et de la religion supposée des candidats à l'emploi.

► [Les inégalités se mesurent, les discriminations se constatent.](#)

Stéphane Jugnot.

La Revue de l'IRE, n° 98, juillet 2019. 26 p.

La loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », votée en 2018, cherche à passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultats sur les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes. Elle s'appuie sur l'idée que les discriminations pourraient se mesurer, offrant ainsi des quantifications pour piloter l'action. Cet article rappelle qu'en réalité, cette prétention est illusoire d'un point de vue statistique en revenant sur deux approches : les analyses statistiques dites « toutes choses égales par ailleurs » et les testings statistiques.

Métropole

► [Paris : pour une nouvelle organisation budgétaire et territoriale.](#)

Fondation iFRAP.

Société civile, n° 203, 08 août 2019. 18 p.

La fondation iFRAP dresse ici un portrait des comptes publics de la ville. Elle pointe notamment l'organisation complexe qui affaiblit l'action publique. Le think-tank propose un ensemble de mesures,

recommandant d'aller vers une nouvelle organisation territoriale, proche de celle du Grand Londres en créant une super métropole de Paris.

Montagne

► S'installer et vivre dans les hautes vallées alpines. Des trajectoires de vie entre attractivité et capacité d'adaptation des territoires.

Anne Barrioz.

Thèse de doctorat en géographie préparée et soutenue à l'Université Savoie Mont-Blanc, au sein du laboratoire EDYTEM (UMR 5204). Juillet 2019. 478 p. + 30 p.

Ce travail de recherche doctoral a eu pour objectif de comprendre, par l'analyse de trajectoires résidentielles de nouveaux habitants, l'attractivité de confins montagnards, enclins à certaines formes d'isolement, et qui pourtant attirent des habitants. Cette thèse s'est appuyée sur un travail d'enquêtes (146 entretiens avec des habitants, des élus, des agents immobiliers, etc.) à travers huit terrains : le Haut-Giffre (Haute-Savoie), le Beaufortain et la Haute-Maurienne (Savoie), le Valbonnais (Isère), le Valgaudemar et le Queyras (Hautes-Alpes), la Haute-Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence) et la Haute-Tinée (Alpes-Maritimes). Outre la thématique montagne fortement abordée, cette recherche s'est intéressée aux choix de vie des habitants venus s'installer dans des espaces peu étudiés jusqu'alors mais enclins à une influence touristique. Les questions de mobilités, d'accès aux services publics et aux commerces, d'emplois et d'économies locales, mais aussi d'intégration et de vie sociale à l'année ont permis la réalisation d'une typologie des hautes vallées alpines étudiées et ont débouché sur une réflexion à dimension prospective.

► [Rapport de thèse](#)

► [Synthèse](#)

► Savoie : entre vallées urbanisées et montagnes touristiques.

Insee Rhône-Alpes - Medhy Martin ; Philippe Bertrand.

Insee Analyses Rhône-Alpes, n° 84, juillet 2019. 4 p.

La Savoie se caractérise par sa dualité entre l'est montagneux, peu peuplé et l'ouest urbanisé au cœur du sillon alpin. Le département gagne moins d'habitants qu'auparavant, voire en perd dans l'est. De nombreux jeunes partent pour leurs études et la population vieillit plus rapidement qu'en moyenne régionale. Les échanges avec les territoires environnants sont intenses. La Savoie participe en particulier au desserrement résidentiel des aires urbaines haut-savoyardes.

Numérique

► Déployer un service de Wi-Fi territorial.

CGET ; Banque des territoires ; Cerema ; Infranum.

Juillet 2019. 30 p. (L'Europe s'engage en France)

Le Wi-Fi territorial fait l'objet d'un nombre croissant de projets sur l'ensemble du territoire national. En effet les services de connexion à internet en mobilité sont recherchés par les citoyens comme par les touristes, et cette nouvelle source d'attractivité du territoire permet aussi de développer des projets innovants. Cependant, le Wi-Fi représente un nombre important de contraintes techniques et de règles juridiques à prendre en compte, et la conduite d'un projet nécessite de faire appel à de nombreuses compétences. Guide rédigé à l'attention des collectivités territoriales.

Politique de la ville

► Quartiers prioritaires de la politique de la ville : des arrivants plus pauvres que

les partants dans la métropole du Grand Paris.

Insee Île-de-France - V. Bayardin, P.-É. Bidoux. Apur - M. Molinier ; M. Ribeiro.

Insee Analyses Ile-de-France, n° 101, juillet 2019. 4 p.

La métropole du Grand Paris compte 158 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Entre 2015 et 2016, un habitant sur dix résidant dans ces quartiers a changé de logement. La forte présence de logements sociaux atténue la mobilité résidentielle dans ces quartiers même si les opérations de rénovation urbaine contribuent mécaniquement à la favoriser.

► Cohésion urbaine : une politique en reconquête.

Romain Briot ; Anne Terlez ; Claire Delpech et al.

Intercommunalités, n° 241, juillet 2019. pp. 9 à 16

Longtemps circonscrites aux banlieues de grandes villes et aux quartiers de grands ensembles, les politiques de cohésion urbaine, ou politique de la ville, telles que déployées depuis des années semblent avoir atteint leurs limites : les actions portées par les collectivités locales, les services et opérateurs de l'État ou les associations locales pâtiennent parfois d'un manque de cohérence. Parmi les thèmes abordés dans ce dossier : les outils financiers en appui des politiques de cohésion urbaine sont-ils vraiment efficaces ? ; quel est l'état d'avancement du NPNRU ? ; l'exemple de la métropole de Rouen Normandie, signataire du pacte de Dijon pour une nouvelle politique de cohésion urbaine et sociale.

Santé

► ASV, CLS, CLSM, politique locale en santé... Quelles évolutions des démarches territoriales en santé en Auvergne-Rhône-Alpes ?

Labo Cités (ex CR-DSU) ; Fabrique territoires santé. Juillet 2019. 9 p.

La note propose une présentation synthétique des démarches territoriales de santé suivie d'un état des lieux en Auvergne-Rhône-Alpes. Elle aborde ensuite la question du périmètre géographique idéal pour le déploiement des démarches territoriales en santé et précise les leviers et les freins à l'articulation de ces démarches. Enfin, l'évolution des financements et des règles du jeu partenarial fait l'objet d'un dernier point.

Tourisme

► Le tourisme fluvial et maritime dans la Vallée de la Seine. Des escales aux territoires.

Coopération des agences d'urbanisme : Apur, Aucame, AURBSE, AURH et IAU-ÎdF. Juillet 2019. 176 p.

Le tourisme fluvial et maritime dans la Vallée de la Seine connaît un essor sans précédent qui pose de nombreuses questions : quelles retombées économiques et quelles contraintes pour les territoires ?

Comment imaginer un tourisme fluvial et maritime vertueux pour les territoires, les acteurs économiques et les habitants ? De nombreux acteurs économiques et institutionnels, tour-opérateurs, collectivités, associations, ont engagé des réflexions pour comprendre et mieux planifier ce qui est perçu comme une opportunité pour le grand territoire de la Vallée de la Seine.

Transition écologique

► Les politiques environnementales en France à la croisée des chemins.

Christophe Cassen ; Jean-Charles Hourcade.

Cahiers français, n° 411, juillet 2019. pp. 5-13

Les politiques environnementales se sont étoffées depuis trente ans sur un spectre de plus en plus large, le symbole en étant l'adoption en 2004 de la Charte de l'environnement. Ces politiques passent par un ensemble de dispositifs réglementaires et d'instruments économiques. Les auteurs présentent ici les évolutions récentes des politiques environnementales puis en décrivent les instruments et montrent enfin en quoi leur montée en puissance pose la question d'un nouveau contrat social.

► **Climat, énergie, biodiversité. Contribution du Cese à la Convention citoyenne.**

Cese - Marc Blanc (Rapporteur).

Avis adopté le 10 juillet 2019. 218 p.

Climat, énergie, biodiversité : ces trois enjeux exigent de réussir des transitions collectives et individuelles afin que les évolutions socio-économiques soient compatibles avec les ressources finies de la planète et le maintien des régulations naturelles indispensables à la vie. La France apparaît en retard sur l'atteinte de ses objectifs de limitation de ses émissions de gaz à effet de serre, sur les économies d'énergie et la baisse de consommation d'énergies fossiles. Elle ne parvient pas non plus à enrayer la disparition de la biodiversité à laquelle elle contribue. Pour sa Conférence annuelle, le Cese a donc souhaité remettre en lumière, au sein d'un avis dédié, des préconisations formulées sur ces trois enjeux majeurs adressées aux pouvoirs publics.

► [Avis](#)

► [Note de synthèse](#)

► **Changement climatique : quelle stratégie d'adaptation pour les territoires de montagne ?**

Irstéa - Sophie Thoyer ; Mohamed Naaim ; Pascale Ebner et al.

Sciences Eaux & Territoires, n° 28 2019/2, 100 p.

Ce numéro spécial de *Sciences Eaux & Territoires* porte sur l'adaptation au changement climatique à l'échelle des territoires de taille intermédiaire. Il s'appuie sur l'exemple des territoires de montagne. La diversité de ces territoires, à la fois en termes pédoclimatiques et d'altitude, mais aussi sur les plans écologique, économique et social, en font des laboratoires d'observation porteurs d'enseignements pour toutes les questions liées au changement climatique et aux processus de transition des territoires.

Urbain

► **Les communs urbains, une notion pour repenser l'aménagement territorial ?**

Institut Paris Région (IAU) - Cécile Diguët.

Note rapide Territoires, n° 813, 17 juillet 2019. 6 p.

Les notions de « commun », « bien commun », « communs urbains », sont de plus en plus présentes dans les discours des acteurs de la ville et de l'aménagement, sans qu'elles soient toujours clairement définies. De quoi parle-t-on précisément et que cela signifie-t-il pour l'urbanisme d'aujourd'hui ? A travers de nouvelles pratiques de démocratie locale, de gestion des ressources, et d'usage de l'espace, assorties de dispositifs juridiques inédits, les communs urbains sont en passe de devenir un outil de projet incontournable pour imaginer et renouveler une partie de la production urbaine.

► **La ville standardisée.**

Les Annales de la recherche urbaine, n° 113, 2019. (mis en ligne en juillet 2019)

Ce dossier des Annales de la recherche urbaine vise à examiner la véracité de ce récit dominant ainsi schématiquement résumé : les villes se ressemblent de plus en plus pour des raisons liées en partie au contexte de globalisation et au tournant néolibéral des politiques urbaines imposant, ici et là, les

mêmes principes et objectifs favorisés par la circulation d'experts internationaux. Assiste-t-on dans ce cadre à un retour de modèles urbains ? Quels en sont leurs caractéristiques et leurs effets concrets ? Ce questionnement, qui n'est certes pas nouveau dans le champ de la recherche urbaine, fait son retour dans les débats entre professionnels et chercheurs.

► Des leviers d'action pour favoriser la biodiversité urbaine dans le cadre du processus de métropolisation.

Alexandre Dejean ; Aurélia Hild ; Roxana Rotaru ; Martha Sasso et al.

Cybergeog : *European Journal of Geography, Espace, Société, Territoire*, document n° 910, mis en ligne le 23 juillet 2019.

Aujourd'hui, la biodiversité apparaît comme un élément nécessaire à la construction des villes durables et résilientes, notamment par les services multiples qu'elle rend aux citoyens. La faiblesse des prises en compte dans les politiques publiques, a interrogé les auteurs sur l'intérêt d'un nouveau niveau de décision comme celui de la métropole, en pleine formalisation. Ils posent la question de l'acceptabilité de cette biodiversité dans l'émergence de la métropole notamment en recherchant les leviers ou les freins à cette acceptabilité qui conditionne les prises de décisions.

Afin d'y répondre, ils ont construit une grille d'enquête pour réaliser une analyse croisée de quatre études de cas dans quatre métropoles françaises, Bordeaux, Montpellier, Nantes et Strasbourg.

Villes moyennes

► Villes petites et moyennes, évolutions et stratégie d'action. Comparaison internationale.

Caisse des Dépôts.

Les cahiers de recherche, juillet 2019. 7 p.

La France n'est pas un cas isolé face à la dévitalisation des centres de villes petites et moyennes : le phénomène est partagé par de nombreux pays, que ce soit le Canada, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne ou le Japon. Car il est à la conjonction de plusieurs enjeux mondiaux : métropolisation, décroissance, vieillissement de la population, désindustrialisation... C'est ce que montre une étude de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts. Si ces pays se sont longtemps détournés du problème et l'ont même encouragé, ils sont tous, à différents niveaux, engagés dans des politiques de reconquête et de réparation.

► Structurantes, résidentielles ou industrielles : portrait des villes moyennes des Hauts-de-France.

Insee Hauts-de-France - Grégoire Borey ; Véronique Bruniaux ; Virginie Gamblin.

Insee Analyses Hauts-de-France, n° 96, juillet 2019, 4 p.

Regroupant un tiers de la population, soit près de 2 millions d'habitants, les 40 villes moyennes présentes dans les Hauts-de-France concentrent une part importante de l'emploi régional (40 %). Les habitants ont cependant un niveau de vie moindre qu'en moyenne régionale.

Commissariat général à l'égalité des territoires

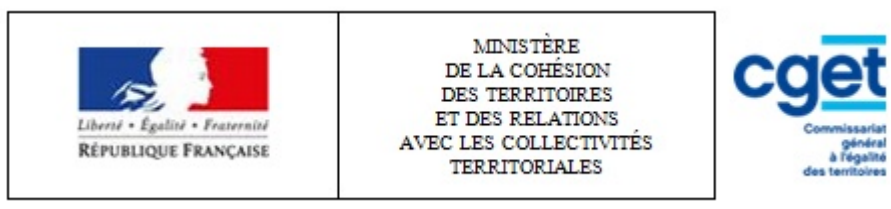
Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur –

TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2019 CGET

[Se désinscrire](#)